



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Electrical & Electronics Products Division

11 Laurier St./11, rue Laurier

7B3, Place du Portage, Phase III

Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet Incident Alarm Systems	
Solicitation No. - N° de l'invitation 21120-187317/B	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client 21120-18-2557317	Date 2017-12-07
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HN-445-73895	
File No. - N° de dossier hn445.21120-187317	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-01-04	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Ladouceur, Joanne M.	Buyer Id - Id de l'acheteur hn445
Telephone No. - N° de téléphone (819) 420-0340 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

N° de l'invitation - Sollicitation No.

21120-187317/B

N° de réf. du client - Client Ref. No.

21120-187317

N° de la modif - Amd. No..

001

N° du dossier - File No.

HN445.21120-187317

Id de l'acheteur - Buyer ID

HN445

FMS No./N° VME - CCC No./N° CCC

Cette modification 001 vise à supprimer les pièces jointes électroniques et à fournir l'EDT en tant qu'amendement au document.

INSÉRER: Voir l'EDT ci-joint

Tous les autres termes et conditions demeurent inchangées.

ÉNONCÉ DES TRAVAUX SYSTÈME D'ALARME D'INCIDENT

Révision	Date	Paragraphe	Commentaire
0	01-2017	S.O.	Original
1	2017-10	3.2 3.3 Annexe A : 1.1.4 Annexe A : 3.2 Annexe B : 1.7	Prolongation du temps estimé à six mois Déplacement des renseignements liés aux emplacements à l'annexe E Permettre l'utilisation de points de déclenchement à batterie Précisions relatives au fonctionnement des boutons Permettre l'utilisation de câbles traités contre les rayons UV sur les clôtures, ainsi que l'utilisation d'aucun conduit et de conduits confinés dans des tubes électriques métalliques en présence de plafonds hauts

1	PRÉSENTATION.....	5
1.1	Objectif	5
1.2	Aperçu	5
2	RÉFÉRENCES	5
2.1	Normes	5
3	PORTÉE.....	5
3.1	Nature du travail	5
3.2	Tâches et activités.....	6
3.3	Lieux de travail.....	6
3.4	Exigences en matière de sécurité à l'intention de l'entrepreneur	6
4	GOVERNANCE DU PROJET	7
4.1	Communications.....	7
4.2	Exécution du projet	7
4.3	Gouvernance du projet	7
4.4	Lancement du projet	8
5	DOCUMENTS À LIVRER	8
5.1	Livraison.....	8
5.2	Examens de la conception.....	9
5.3	Contrôle des modifications à la conception.....	9
5.4	Calendrier des progrès	10
5.5	Plan d'essai d'acceptation	10
5.6	Plan d'instruction à la maintenance.....	11
5.7	Acceptation des jalons.....	11
5.8	Acceptation finale.....	11
5.9	Documentation sur l'état définitif	12
5.10	Rapport final de projet	12
6	PRODUITS LIVRABLES DU PROJET	12
6.1	Systèmes d'alarme d'incident	12
7	GARANTIE	12
7.1	Garantie	12
ANNEXE A – EXIGENCES TECHNIQUES LIÉES AU SYSTÈME D'ALARME		
D'INCIDENT.....		13
1	PROPRIÉTÉS PHYSIQUES.....	13
1.1	Point de déclenchement	13
1.2	Sirène.....	13
1.3	Stroboscope.....	13
1.4	Dimensions	13
1.5	Environnement.....	13
1.6	Fiabilité	14

1.7	Sécurité	14
2	INSTALLATION	14
2.1	Installation.....	14
3	EXPLOITATION	15
3.1	Capacité.....	15
3.2	Points de déclenchement	15
3.3	Alarmes	15
4	INTERFACE	15
4.1	Alimentation du système	15
ANNEXE B – EXIGENCES TECHNIQUES LIÉES AU CÂBLAGE		16
1	INSTALLATION	16
1.1	Tous les câbles	16
1.2	Câblage à basse tension (moins de 50 V c.a. ou c.c.)	16
1.3	Câblage d'alimentation	17
1.4	Connexions	17
1.5	Bornes d'extrémité	18
1.6	Étiquetage	18
1.7	Conduits et chemins de câbles	18
1.8	Habillage des câbles	19
1.9	Boîtiers extérieurs	19
1.10	Restauration.....	20
ANNEXE C – NORMES D'INSTALLATION		21
1	INSTALLATION	21
1.1	Outil, équipement et matériaux	21
1.2	Équipement électronique superflu.....	21
1.3	Environnement.....	21
ANNEXE D – RÈGLEMENTS CONCERNANT LA SÉCURITÉ DE L'ENTREPRENEUR		
23		
1	CONFORMITÉ.....	23
1.1	Lois et règlements	23
2	PROCESSUS	23
2.1	Plan de sécurité	23
ANNEXE E – PLAN DES EMPLACEMENTS		25
Établissement de l'Atlantique		25
Établissement de Millhaven		29
Pénitencier de la Saskatchewan		34
Établissement d'Edmonton		38
Établissement de Kent.....		43

1 PRÉSENTATION

1.1 Objectif

- .1 Le Service correctionnel du Canada (SCC) projette d'accorder un contrat à une entreprise qualifiée pour installer des systèmes d'alarme d'incident à l'Établissement de l'Atlantique, à l'Établissement de Millhaven, au Pénitencier de la Saskatchewan, à l'Établissement d'Edmonton et à l'Établissement de Kent.

1.2 Aperçu

- .1 Les systèmes d'alarme d'incident seront utilisés dans les gymnases partagés et les grandes cours des établissements à sécurité maximale pour avertir les détenus de cesser leurs actions.
- .2 Les agents armés situés dans des tours et/ou sur des passerelles surélevées seront en mesure de déclencher ou d'arrêter l'alarme à partir de n'importe quel des postes désignés dans chacune des zones.
- .3 Puisque les agents peuvent intervenir à un endroit différent de celui où ils ont observé l'incident, la configuration permettra de sonner l'alarme à un endroit, puis de l'interrompre à un autre.
- .4 Chaque système pourra être déclenché à partir de divers endroits qui surplombent les zones déterminées. Le système se compose d'un ensemble de points de déclenchement et de sirènes associées à des stroboscopes.

2 RÉFÉRENCES

2.1 Normes

- .1 Il incombe à l'entrepreneur de se procurer les documents qui ne sont pas publiés par le gouvernement.
- .2 Lorsque la révision de la norme n'est pas précisée, on doit utiliser la révision la plus récente.
- .3 Les normes suivantes peuvent s'appliquer :
 - .1 les lois provinciales et fédérales sur la santé et la sécurité au travail;
 - .2 les exigences de performance de l'équipement;
 - .3 les exigences sur l'installation de l'équipement.

3 PORTÉE

3.1 Nature du travail

- .1 L'entrepreneur effectuera le travail décrit dans le présent énoncé des travaux.
- .2 Le travail comprend l'installation, le raccordement et l'essai de tous les composants du système. Les points de déclenchement seront installés aux endroits désignés dans chaque établissement. Les sirènes et les stroboscopes associés seront installés de façon à respecter les exigences de visibilité, de son et de protection précisées.
- .3 L'entrepreneur peut décider de l'ordre de l'installation des systèmes, que ce soit de façon séquentielle ou simultanée.
- .4 Durant l'installation, les essais d'alarme sonore effectués par l'entrepreneur doivent avoir lieu entre 8 h et 20 h.
- .5 L'accès à chaque établissement doit être coordonné auprès du représentant de l'établissement en question. En raison du déroulement des activités, il sera peut-être plus

facile d'accéder à l'établissement la nuit, surtout si de l'équipement de soulevée ou d'excavation de tranchées est nécessaire.

3.2 Tâches et activités

- .1 On s'attend à ce que l'installation des systèmes et toutes les autres activités prévues par le contrat aient lieu dans les six mois suivant l'attribution du contrat.
- .2 L'entrepreneur est tenu de fournir les éléments décrits dans la présente section, dont les détails sont fournis dans l'ensemble du présent document.
- .3 Chaque établissement doit comporter un ou plusieurs systèmes testés. Ces systèmes doivent être installés aux endroits indiqués dans la section Lieux de travail et munis des composants suivants, conformément aux exigences techniques décrites à l'annexe A :
 - .1 un ou plusieurs points de déclenchement;
 - .2 deux ensembles de sirène et de stroboscope ou plus;
 - .3 l'alimentation, les circuits, les armoires d'équipement et le câblage nécessaires;
- .4 L'entrepreneur doit enlever et mettre au rebut le système extérieur actuel de l'Établissement de Millhaven après avoir installé et mis en service le nouveau système extérieur.
- .5 Des cours de formation doivent être fournis aux responsables de la maintenance de chaque établissement. Le cours de maintenance doit être offert une fois par établissement à un maximum de cinq personnes. L'horaire des cours doit être planifié avec le représentant de chaque établissement. Les cours de formation doivent avoir lieu à chaque établissement. Des feuilles de présence des cours doivent être remises au responsable technique et à chaque représentant d'établissement deux jours après la formation.
- .6 Dans le cadre des activités de conception, d'installation et d'essai, l'entrepreneur doit fournir au responsable technique les documents décrits dans la section Documents à livrer.

3.3 Lieux de travail

- .1 Toute interaction en personne nécessaire avec le responsable technique, déterminée entièrement à la discrétion de ce dernier, doit avoir lieu à l'administration centrale (AC) du Service correctionnel du Canada dans la région de la capitale nationale. Dans la mesure du possible, les communications entre le responsable technique et le représentant de l'entrepreneur auront lieu par téléphone, courriel ou téléconférence.
- .2 Le SCC présentera les représentants des établissements à l'entrepreneur une fois le contrat attribué.
- .3 Emplacement 1 : Établissement de l'Atlantique
- .4 Emplacement 2 : Établissement de Millhaven
- .5 Emplacement 3 : Pénitencier de la Saskatchewan
- .6 Emplacement 4 : Établissement d'Edmonton
- .7 Emplacement 5 : Établissement de Kent

3.4 Exigences en matière de sécurité à l'intention de l'entrepreneur

- .1 L'entrepreneur doit détenir une attestation d'organisation désignée délivrée ou octroyée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne de Services publics et Approvisionnement Canada.
- .2 Chaque candidat proposé comme personnel de soutien du projet doit détenir une cote de fiabilité émise par la Direction de la sécurité industrielle canadienne de Services publics et Approvisionnement Canada. Si on détermine qu'un employé fourni par l'entrepreneur ne

respecte pas les exigences au moment du filtrage de sécurité, il doit fournir un remplaçant équivalent satisfaisant à l'exigence de sécurité.

- .3 Les retards causés par l'exigence relative à l'attestation de sécurité du SCC n'entraîneront pas de frais supplémentaires pour le SCC.

4 GOUVERNANCE DU PROJET

4.1 Communications

- .1 Toutes les réunions, conversations téléphoniques ou conférences, toute la correspondance par courriel et toutes les autres communications avec le responsable technique doivent avoir lieu en anglais.
- .2 Les communications orales écrites échangées avec tous les établissements du SCC et son personnel doivent être en anglais.
- .3 Tous les produits livrables relatifs au travail doivent être réalisés en anglais.

4.2 Exécution du projet

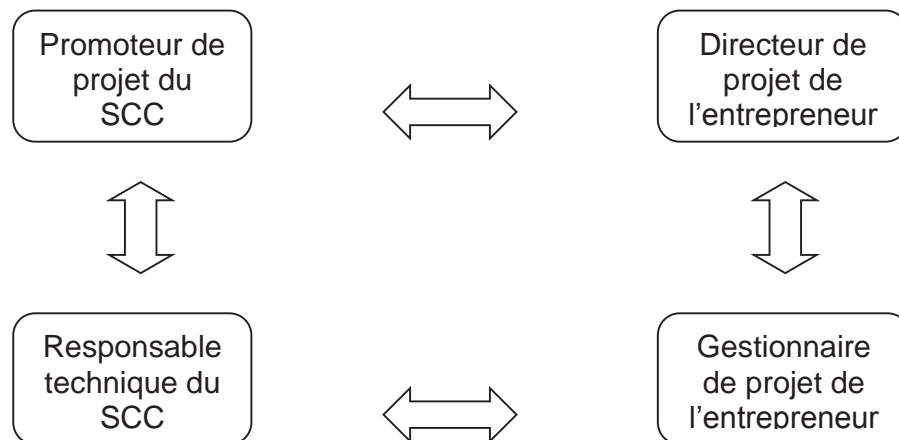
- .1 L'entrepreneur doit concevoir et installer tous les composants de câblage conformément aux exigences de structure de câblage décrites à l'annexe B.
- .2 L'entrepreneur doit respecter tous les règlements de sécurité de l'entrepreneur conformément à l'annexe C.

4.3 Gouvernance du projet

- .1 Le responsable technique assumera la gestion globale du projet. Il coordonnera tous les aspects de la liaison avec l'entrepreneur relativement à la résolution des problèmes, à la gestion des changements, à la gestion des échéanciers du projet et à d'autres questions touchant la prestation, et il agira à titre de point de contact pour tous les échanges avec le personnel du SCC.
- .2 Le responsable technique est :

Mark Bottomley
Ingénieur en systèmes de sécurité électroniques
Services techniques et installations
340, avenue Laurier Ouest
Ottawa (Ontario)
K1A 0P9
613-996-8871
mark.bottomley@csc-scc.gc.ca
- .3 Chaque établissement comportera un représentant désigné. Chaque représentant d'établissement donnera des directives sur l'emplacement précis des points de déclenchement.
- .4 Le responsable technique est la seule personne autorisée à modifier la définition des zones ou à ajouter ou enlever des points de déclenchement.
- .5 L'entrepreneur doit désigner une seule personne qualifiée à titre de gestionnaire de projet dans le cadre du contrat. Le gestionnaire de projet de l'entrepreneur agira à titre de personne-ressource pour toutes les questions concernant la prestation des services par l'entrepreneur en plus de constituer un point d'accès unique pour toute affaire exigeant des communications avec le responsable technique relativement à la résolution des problèmes, à la gestion des changements, à la gestion des échéanciers et à d'autres questions touchant la prestation.

- .6 Le gestionnaire du projet de l'entrepreneur doit être la seule ressource autorisée à communiquer avec le SCC, à moins d'avoir reçu une permission spéciale du responsable technique. Pour communiquer avec le SCC, les membres de l'équipe de gestion de l'entrepreneur doivent passer par le gestionnaire de projet de l'entrepreneur.
- .7 Si le responsable technique est incapable de communiquer efficacement avec le gestionnaire du projet de l'entrepreneur ou s'il estime que la ressource n'a pas la capacité ou la volonté de fournir un niveau de service satisfaisant, le promoteur du projet du SCC informera le directeur du projet de l'entrepreneur de l'impasse. L'entrepreneur doit alors remplacer son gestionnaire de projet dans les trente (30) jours suivant l'avis du SCC par une ressource d'expertise équivalente ou supérieure.
- .8 S'il devient nécessaire de faire suivre un problème à des échelons supérieurs à celui du gestionnaire de projet de l'entrepreneur et du responsable technique, le personnel de l'entrepreneur et du SCC responsable de la gouvernance ultime du projet se penchera sur le problème. On fera suivre tout problème uniquement à l'interne, dans les deux organisations. Le personnel de la gestion du projet (c'est-à-dire, le responsable technique et le gestionnaire de projet de l'entrepreneur) d'un groupe ne doit pas communiquer avec le personnel de la gouvernance du projet (c'est-à-dire, le promoteur de projet du SCC et le directeur de projet de l'entrepreneur) de l'autre groupe.



4.4 Lancement du projet

- .1 L'objectif principal de l'exercice de lancement du projet est d'établir les normes, les échéanciers et les produits livrables qui régiront le projet tout au long de sa durée de vie.
- .2 Dans les trente (30) jours suivant l'attribution du contrat, le responsable technique et le gestionnaire de projet de l'entrepreneur se rencontreront pour définir les activités concernant le lancement du projet. À ce moment, le responsable technique et le gestionnaire de projet de l'entrepreneur affecteront les ressources et établiront les objectifs et les échéanciers du projet. La phase de lancement du projet doit être terminée au plus tard quarante-cinq (45) jours après l'attribution du contrat.

5 DOCUMENTS À LIVRER

5.1 Livraison

- .1 À moins d'avis contraire, tous les rapports, les plans, et les documents doivent être remis au responsable technique par voie électronique.

5.2 Examens de la conception

- .1 L'entrepreneur doit remettre une ébauche du rapport de conception à l'autorité technique. Le SCC effectuera un examen du rapport et organisera une réunion avec le gestionnaire de projet de l'entrepreneur dans les sept (7) jours civils suivant la remise de l'ébauche. Au cours de cette réunion, le responsable technique donnera son autorisation de conception par écrit, ou il présentera au gestionnaire de projet de l'entrepreneur les commentaires du SCC sur l'ébauche en relevant les éléments qu'il demande, après examen, de corriger dans une deuxième ébauche. La procédure de remise et de révision du deuxième rapport sera la même que celle de l'ébauche initiale. Si, après examen, la deuxième ébauche du rapport n'est toujours pas acceptable, le responsable technique la modifiera et fournira un rapport de conception approuvé dans les dix (10) jours civils suivant la deuxième remise.
- .2 Le rapport de conception doit contenir à tout le moins les éléments suivants :
 - .1 les spécifications de rendement des composants pour vérifier la conformité aux exigences de système;
 - .2 une liste d'équipement indiquant la quantité, le nom du fabricant et le numéro de modèle des composants;
 - .3 des illustrations et des instructions d'installation;
 - .4 un plan de remplacement;
 - .5 un plan de formation.
- .3 L'entrepreneur assume les risques liés à la commande de matériel avant l'approbation du rapport de conception à moins que le responsable technique lui indique par écrit de le faire.
- .4 Le contrôle des modifications à la conception commence dès l'approbation de la conception.

5.3 Contrôle des modifications à la conception

- .1 S'il est nécessaire de modifier la conception après son examen, l'entrepreneur doit préparer et soumettre par voie électronique une demande de modification de la conception en format PDF. Selon leurs répercussions sur le projet, les demandes de modifications à la conception sont de type I ou II.
- .2 Les modifications de type I sont celles qui ont une incidence sur un ou plusieurs des éléments suivants :
 - .1 le coût;
 - .2 l'échéancier;
 - .3 la fiabilité;
 - .4 la maintenabilité;
 - .5 la disponibilité.
- .3 Les modifications de type II sont celles qui visent à corriger une erreur de conception ou à modifier la conception sans qu'il y ait incidence sur :
 - .1 le coût;
 - .2 l'échéancier;
 - .3 la fiabilité;
 - .4 la maintenabilité;
 - .5 la disponibilité.
- .4 Les demandes de modifications de type I doivent être remises à l'autorité contractante.

- .5 Les demandes de modifications de type II doivent être présentées au responsable technique.
- .6 Dans les demandes de modification, il faut au moins mentionner :
 - .1 le type de modification;
 - .2 une description de la modification de conception;
 - .3 la raison de la modification;
 - .4 les exigences de spécifications touchées;
 - .5 les éléments du rapport de conception modifiés;
 - .6 l'incidence sur les coûts;
 - .7 l'incidence sur l'échéancier;
 - .8 l'incidence sur la fiabilité;
 - .9 l'incidence sur la maintenabilité;
 - .10 l'incidence sur la disponibilité;
 - .11 toute recommandation de compromis.
- .7 Les modifications ne doivent pas être apportées avant que le responsable technique les accepte par écrit par l'intermédiaire de l'autorité contractante.

5.4 Calendrier des progrès

- .1 Une fois la conception acceptée, l'entrepreneur doit fournir une mise à jour du calendrier des progrès au responsable technique toutes les deux (2) semaines.
- .2 Le calendrier des progrès doit au moins comprendre :
 - .1 la date de la dernière mise à jour du calendrier des progrès;
 - .2 toutes les mises à jour depuis la dernière version;
 - .3 les détails des progrès liés à chaque jalon;
 - .4 tous les éléments en retard de plus de deux (2) semaines par rapport au calendrier initial;
 - .5 les mesures prévues afin d'éviter de prolonger ces retards;
 - .6 des sections différentes pour traiter de chaque zone d'alarme;
 - .7 des sections différentes pour traiter de l'installation de chaque point de déclenchement par zone;
 - .8 des sections différentes pour traiter de l'installation de la sirène et du stroboscope dans chaque zone;
 - .9 des sections différentes ajouter tout rapport, plan ou document à livrer.
- .3 Le calendrier peut être fourni par voie électronique ou publié en ligne sur un portail de gestion de projet hébergé par l'entrepreneur.

5.5 Plan d'essai d'acceptation

- .1 L'entrepreneur doit remettre une ébauche du plan d'essai d'acceptation au responsable technique. Le SCC effectuera un examen du plan et organisera une réunion avec le gestionnaire de projet de l'entrepreneur dans les sept (7) jours civils suivant la remise de l'ébauche. Au cours de cette réunion, le responsable technique donnera son autorisation du plan d'essai par écrit, ou il présentera au gestionnaire de projet de l'entrepreneur les commentaires du SCC sur l'ébauche en relevant les éléments qu'il demande, après examen, de corriger dans une deuxième ébauche. La procédure de remise et de révision du deuxième plan sera la même que celle de l'ébauche initiale. Si, après examen, la deuxième ébauche du plan n'est toujours pas acceptable, le responsable technique la

modifiera et fournira un plan d'essai d'acceptation approuvé dans les dix (10) jours civils suivant la deuxième remise.

- .2 Le plan d'essai d'acceptation doit à tout le moins contenir :
 - .1 le but de l'essai;
 - .2 des instructions étape par étape de l'exécution de l'essai;
 - .3 des modèles de formulaire pour consigner les résultats des essais.
- .3 Les essais du plan d'essai d'acceptation doivent au moins permettre de vérifier le bon fonctionnement de tous les composants.

5.6 Plan d'instruction à la maintenance

- .1 L'entrepreneur doit remettre une ébauche du plan d'instruction à la maintenance au responsable technique. Le SCC effectuera un examen du plan et organisera une réunion avec le gestionnaire de projet de l'entrepreneur dans les sept (7) jours civils suivant la remise de l'ébauche. Au cours de cette réunion, le responsable technique donnera son autorisation du plan d'instruction à la maintenance par écrit, ou il présentera au gestionnaire de projet de l'entrepreneur les commentaires du SCC sur l'ébauche en relevant les éléments qu'il demande, après examen, de corriger dans une deuxième ébauche. La procédure de remise et de révision du deuxième plan sera la même que celle de l'ébauche initiale. Si, après examen, la deuxième ébauche du plan n'est toujours pas acceptable, le responsable technique la modifiera et fournira un plan d'instruction à la maintenance approuvé dans les dix (10) jours civils suivant la deuxième remise.
- .2 Le plan d'instruction à la maintenance doit à tout le moins comprendre les éléments suivants :
 - .1 les objectifs des cours;
 - .2 le calendrier des cours mentionnant les sujets qu'ils couvrent et leur durée;
 - .3 un exercice pratique d'inspection du système installé;
 - .4 un exercice pratique de repérage d'anomalie;
 - .5 les documents papier que tous les étudiants doivent conserver.

5.7 Acceptation des jalons

- .1 Chaque emplacement sera considéré comme un jalon distinct.
- .2 Avant tout essai d'acceptation, l'entrepreneur doit effectuer les activités de formation et d'installation à l'établissement.
- .3 Une fois toutes les activités liées aux systèmes d'alarme d'incident terminées à chaque établissement, y compris la formation, les essais et la mise en service, le SCC examinera les résultats et les documents connexes pour veiller à ce que toutes les exigences ont été respectées et que tous les problèmes relevés par le responsable technique ont été résolus. Si ces conditions sont respectées, le SCC approuvera les jalons correspondants.

5.8 Acceptation finale

- .1 Une fois que tous les établissements ont reçu l'acceptation des jalons, le SCC examinera le projet. L'objectif de cette activité consiste à s'assurer que toutes les tâches et les produits livrables ont été fournis par l'entrepreneur, y compris la formation, la documentation de l'état définitif et la garantie. De plus, elle sert à vérifier que tous les problèmes relevés par le responsable technique ont été résolus. Si ces conditions ont été respectées et le responsable technique a approuvé le rapport final de projet de l'entrepreneur, le SCC donnera son acceptation finale, ce qui mettra un terme au projet.

5.9 Documentation sur l'état définitif

- .1 L'entrepreneur doit fournir une documentation de l'état définitif. Tous les dessins doivent être remis en format AutoCAD 2013 (ou une version plus récente) ainsi qu'en format PDF. Pour chaque établissement, l'entrepreneur doit remettre l'ensemble des documents au responsable technique et à l'entrepreneur national responsable de la maintenance. La documentation ne doit pas comporter des éléments écrits à la main, à l'exception des signatures et des dates de signature.
- .2 La documentation de l'état définitif fournie par l'entrepreneur doit à tout moins comprendre des plans des établissements et des bâtiments, ainsi que les éléments suivants :
 - .1 un schéma de câblage de tous les câbles;
 - .2 la taille des conduits;
 - .3 les conduits nouveaux et les conduits réutilisés;
 - .4 les boîtes d'équipement;
 - .5 les schémas de colonnes;
 - .6 les numéros des câbles;
 - .7 le numéro de série de l'équipement installé.

5.10 Rapport final de projet

- .1 Le rapport final de projet de l'entrepreneur doit à tout le moins comprendre des copies des éléments suivants :
 - .1 les résultats des essais d'acceptation terminés et réussis;
 - .2 les feuilles de présence des cours de formation sur la maintenance.

6 PRODUITS LIVRABLES DU PROJET

6.1 Systèmes d'alarme d'incident

- .1 L'entrepreneur doit :
 - .1 fournir des systèmes d'alarme d'incident aux emplacements mentionnés à l'annexe E qui répondent aux exigences techniques des annexes A, B et C.
 - .2 fournir, pour chaque établissement, tous les rapports, les plans et les documents indiqués dans la section Documents à livrer;
 - .3 fournir la formation sur la maintenance conformément au plan d'instruction à la maintenance à chaque membre du personnel de l'entrepreneur national responsable de la maintenance de chaque établissement;
 - .4 réaliser un essai d'acceptation réussi à chaque établissement, supervisé et approuvé par le responsable technique ou son délégué;

7 GARANTIE

7.1 Garantie

- .1 L'entrepreneur doit fournir une garantie écrite de douze (12) mois du système, qui couvre tout le matériel et la main-d'œuvre nécessaires pour corriger toute anomalie survenant au cours de la période de la garantie.
- .2 On considère que la période de garantie distincte pour chaque établissement entre en vigueur dès l'approbation du système par le responsable technique ou son délégué ou dès que le SCC met le système en service.

ANNEXE A – EXIGENCES TECHNIQUES LIÉES AU SYSTÈME D'ALARME D'INCIDENT

1 PROPRIÉTÉS PHYSIQUES

1.1 Point de déclenchement

- .1 Le point de déclenchement doit être un bouton rouge de type « champignon » d'un diamètre d'au moins 40 mm.
- .2 Le boîtier du bouton doit comprendre l'inscription « ALERT » en lettrage d'une hauteur d'au moins 15 mm.
- .3 Le point de déclenchement peut être filaire ou sans fil.
- .4 Les points de déclenchement sans fil à batterie doivent transmettre un signal au système de signalisation situé dans le poste principal de contrôle des communications lorsque la pile est faible.
- .5 L'équipement des points de déclenchement sans fil doit être approuvé par le SCC avant d'être inclus dans une réponse à la demande de proposition.

1.2 Sirène

- .1 La sirène doit être un dispositif à diode polarisée Edwards D2, classe 5520D-AW (24 V c. c.) configuré comme une sirène.
- .2 La source de l'alarme sonore est définie pour assurer une cohérence dans tous les établissements, puisqu'elle peut précéder le recours à la force meurtrière.

1.3 Stroboscope

- .1 Le stroboscope doit :
 - .1 être compatible avec l'alimentation de 24 V c.c.;
 - .2 être un dispositif polarisé de supervision du circuit;
 - .3 être de couleur ambrée;
 - .4 avoir une intensité maximale d'au moins 500 000 candelas;
 - .5 avoir une fréquence de 60 à 90 clignotements par minute.

1.4 Dimensions

- .1 Tout l'équipement du local technique doit être rangé dans une armoire verrouillée fixée au mur.

1.5 Environnement

- .1 Tout l'équipement extérieur, y compris les boîtiers, les câbles et le matériel de montage, doit :
 - .1 pouvoir fonctionner de façon ininterrompue;
 - .2 démarrer et fonctionner à une température allant de -40°C à 50°C;
 - .3 démarrer et fonctionner à un taux d'humidité relative allant de 20 % à 90 % (sans condensation);
- .2 Tout l'équipement intérieur doit :
 - .1 pouvoir fonctionner de façon ininterrompue;
 - .2 démarrer et fonctionner à une température allant de 0°C à 50°C;
 - .3 démarrer et fonctionner à un taux d'humidité relative allant de 20 % à 90 % (sans condensation);

.3 Tout l'équipement doit :

- .1 une fois monté, avoir une résistance à la poussière et à l'eau selon la norme de IP65 ou mieux (CEI EN60529 – Commission électrotechnique internationale - Degrés de protection procuré par les enveloppes);

1.6 Fiabilité

- .1 Le temps moyen de bon fonctionnement de tous les composants ne doit pas être inférieur à 75 000 heures.

1.7 Sécurité

.1 Tout boîtier extérieur doit :

- .1 répondre à la norme CEI EN60950-1 ou CEI EN60950-22 ou CAN/CSA-C22.2 NO. 60950-1. (CEI EN60950-1 – Commission électrotechnique internationale, Matériels de traitement de l'information - Sécurité - Partie 1 : Exigences générales, CEI EN60950-22 – Commission électrotechnique internationale, Matériels de traitement de l'information - Sécurité - Partie 22 : Matériels à installer à l'extérieur);

2 INSTALLATION

2.1 Installation

- .1 Le système doit être indépendant de tous les systèmes de sonorisation existants.
- .2 Chaque sirène doit être accompagnée d'un stroboscope.
- .3 Chaque zone doit comprendre un minimum de deux sirènes et stroboscopes.
- .4 La sirène doit être entendue à un niveau sonore d'au moins 90 dBA 1,5 m au-dessus du sol ou du plancher, partout dans tous les emplacements d'une zone.
- .5 Au moins un stroboscope doit être visible sans obstruction dans tous les emplacements d'une zone.
- .6 Toutes les connexions en série des sirènes et des stroboscopes doivent être munies d'une résistance d'extrémité de ligne.
- .7 Les sirènes et les stroboscopes doivent être :
 - .1 fixés au moins 4 m au-dessus du sol ou du plancher, si possible;
 - .2 confinés dans une cage métallique fixée au plafond, à un mur, à la clôture ou à une tour, s'ils sont installés à moins de 4 m du sol ou du plancher;
 - .3 confinés dans une cage métallique fixée au plafond ou à un mur s'ils sont situés à un endroit où les détenus ont accès à des projectiles pesant plus de 500 g, comme des ballons de basketball;
 - .4 fixés à une boîte de jonction étanche.
- .8 La demande de proposition doit définir :
 - .1 les zones des alarmes d'incident;
 - .2 l'emplacement des points de déclenchement et les affectations de zone.
- .9 Le système de chaque site doit comprendre un sonomètre étalonné et certifié accompagné de directives d'installation exhaustives.

3 EXPLOITATION

3.1 Capacité

- .1 Chaque zone doit :
 - .1 être entièrement indépendante;
 - .2 pouvoir prendre en charge au moins trente (30) points de déclenchement;

3.2 Points de déclenchement

- .1 Les points de déclenchement doivent :
 - .1 activer ou désactiver la sirène et le stroboscope à chaque pression d'un bouton;
 - .2 activer ou désactiver la sirène et le stroboscope dans la seconde suivant la pression d'un bouton;
 - .3 permettre l'activation et la désactivation au moyen de boutons différents, comme l'activation au moyen d'un bouton et la désactivation au moyen d'un autre bouton.

3.3 Alarmes

- .1 Le système doit :
 - .1 conserver sa configuration au cours d'un cycle arrêt-démarrage;
 - .2 **éviter** de générer une fausse alarme au démarrage;
 - .3 reprendre son fonctionnement normal sans intervention de l'opérateur;

4 INTERFACE

4.1 Alimentation du système

- .1 Tous les composants électriques intérieurs qui ne sont pas alimentés par courant alternatif doivent :
 - .1 accepter une alimentation électrique d'un circuit de 120 V c.a.;
 - .2 **ne pas exiger** plus de 15A au cours du démarrage et du fonctionnement;
- .2 Le système doit :
 - .1 être connecté à un circuit alimenté par la génératrice de secours de l'établissement;
 - .2 être connecté à une alimentation sans coupure (ASC) qui peut maintenir le fonctionnement du système pendant au moins 60 minutes – la fourniture d'une nouvelle ASC ou la capacité disponible d'une ASC existante sera définie dans la demande de propositions;
 - .3 être configuré de façon à s'arrêter lorsque l'ASC fonctionne à partir de piles ou qu'un signal indiquant des piles faibles est envoyé par l'ASC;

ANNEXE B – EXIGENCES TECHNIQUES LIÉES AU CÂBLAGE

1 INSTALLATION

1.1 Tous les câbles

- .1 Les câbles à basse tension (moins de 50 V c.a. ou c.c.) doivent passer dans des conduits ou des chemins de câbles distincts des câbles d'alimentation.
- .2 Toute l'infrastructure de câblage doit être protégée contre les bavures et autres bords tranchants ou en être entièrement exempte.
- .3 Tous les nouveaux parcours de câble doivent être continus et exempts d'épissures.
- .4 Tous les câbles doivent être suffisamment relâchés pour permettre au moins trois (3) raccordements à de nouveaux connecteurs.
- .5 Tous les câbles des boîtes de jonction doivent avoir au moins un tour de relâchement (non plié).
- .6 Il ne faut PAS utiliser de ruban isolant, de ruban masque ou un équivalent sur les câbles ou sur tout équipement installé.
- .7 Après leur détection par le responsable technique ou son délégué, tous les câbles et conduits superflus doivent être enlevés et éliminés conformément aux règlements fédéraux ou provinciaux applicables.
- .8 Après leur détection par le responsable technique ou son délégué, tous les câbles, conduits et pièces d'équipement (nouveaux ou restants) qui ont été endommagés par le retrait des câbles et des conduits superflus doivent être réparés ou remplacés aux frais de l'entrepreneur.

1.2 Câblage à basse tension (moins de 50 V c.a. ou c.c.)

- .1 Tous les câbles à basse tension doivent être installés et mis à l'essai selon une norme de câblage structurée conforme à la norme TIA/EIA-568-B (ou une version ultérieure).
- .2 Tous les câbles à basse tension doivent avoir une cote de résistance au feu FT4.
- .3 Tous les câbles à basse tension doivent passer par un conduit ou par des conduits de câbles. Un câble installé est un câble qui va plus loin que le bâti d'équipement adjacent. Pour être considérés comme adjacents, les bâtis d'équipement doivent être contigus et exempts de panneaux latéraux.
- .4 Tous les câbles à basse tension des locaux doivent être raccordés à un tableau de connexions dans les bâtis d'équipement.
- .5 Tout le câblage réseau existant (nouveau et réutilisé) doit être mis à l'essai au moyen d'un analyseur de câble certifié, et les résultats de ces essais doivent comprendre les éléments suivants :
 - .1 points d'origine et de destination du câble;
 - .2 schéma de câblage (réussite ou échec);
 - .3 délai de propagation (réussite ou échec);
 - .4 longueur du câble en mètres (réussite ou échec);
 - .5 affaiblissement d'insertion en décibels (réussite ou échec);
 - .6 affaiblissement de réflexion en décibels (réussite ou échec);
 - .7 paradiaphonie (réussite ou échec);
 - .8 télédiaphonie à niveau égal (réussite ou échec).
- .6 Tous les nouveaux câbles réseau doivent être de catégorie 6 au minimum.
- .7 Tous les cordons de raccordement au réseau doivent être toronnés.
- .8 Tous les câbles réseau des locaux doivent contenir un matériau conducteur solide.

- .9 Aucune caméra réseau ne doit être raccordée au moyen de cordons de raccordement.
- .10 Toutes les caméras réseau doivent être directement branchées aux câbles des locaux de l'une des façons suivantes :
 - .1 des connecteurs RJ45 de catégorie 6 munis d'un matériau conducteur solide;
 - .2 des queues de cochon toronnées et assemblées en usine munies de connecteurs RJ45 de catégorie 6.
- .11 Tous les câbles à fibre optique, nouveaux (y compris les câbles inutilisés) et réutilisés, doivent être mis à l'essai au moyen d'un analyseur de fibre optique certifié, et les résultats de ces essais doivent comprendre les éléments suivants :
 - .1 points d'origine et de destination du câble;
 - .2 affaiblissement de réflexion en décibels (réussite ou échec);
 - .3 longueur du câble en mètres (réussite ou échec);
- .12 S'il y a lieu, tous les nouveaux câbles à fibre optique doivent être de type OM-3 (50/125 µm), sauf indication contraire dans la demande de propositions.
- .13 S'il y a lieu, toutes les nouvelles interconnexions de fibre optique devraient être redondantes sur le plan géographique (paires de fibres distinctes passant dans des conduits distincts vers des commutateurs centraux différents), ou à tout le moins sur le plan logique (paires de fibres distinctes passant dans le même conduit vers des commutateurs centraux différents).
- .14 Tous les câbles réutilisés doivent être mis à l'essai avant l'installation de nouveaux câbles et de nouvel équipement afin de repérer les lacunes existantes.
- .15 Tous les câbles défaillants (nouveaux ou réutilisés) doivent être remplacés dans le cadre du projet.
- .16 Tous les câbles réseau et câbles à fibre optique doivent être munis d'une gaine vert vif.
- .17 Tous les câbles doivent être assortis d'une garantie d'au moins vingt (20) ans.

1.3 Câblage d'alimentation

- .1 L'installation de tous les câbles d'alimentation doit respecter les directives du Groupe CSA et être conforme aux codes électriques nationaux et provinciaux.
- .2 Les bornes d'extrémité de tous les câbles d'alimentation doivent être munies d'un protecteur.
- .3 Des parafoudres supprimeurs de surtension doivent être installés sur tous les câbles dans le périmètre du bâtiment.
- .4 Tous les conducteurs de mise à la terre doivent être reliés par soudage technique à la tige de mise à la terre.
- .5 Il ne faut PAS utiliser d'adaptateurs c.a. externes de type « bloc d'alimentation » dont les composants électroniques sont intégrés à la prise c.a.

1.4 Connexions

- .1 Les connexions, les raccordements et les connexions transversales doivent être réalisés dans des boîtiers ou des salles d'équipement.
- .2 Les joints ou les épissures doivent être soudés et confinés dans un tube thermorétractable étanche.
- .3 Les connecteurs de type « serre-fils » ne doivent PAS être utilisés.
- .4 Tous les résidus de soudure des connexions doivent être nettoyés.
- .5 Il ne faut PAS utiliser de flux de soudage à base d'acide.
- .6 Le blindage de câble doit être protégé contre l'effilochage.

- .7 Tous les connecteurs doivent être verrouillables.
- .8 Toutes les connexions doivent être dans un endroit accessible.
- .9 Il ne faut PAS utiliser de connecteurs sertis avec des fils à matériau conducteur solide.

1.5 Bornes d'extrémité

- .1 Tous les fils de câbles multiconducteurs aboutissant à une borne doivent également aboutir à la borne.
- .2 Tous les fils inutilisés doivent être mis à la terre.
- .3 Les fils ne doivent pas croiser la face d'une borne.
- .4 Tous les fils d'alimentation doivent être munis de cosses aux bornes d'extrémité.
- .5 Toutes les connexions à des bornes à vis doivent utiliser des cosses à fourche, sauf indication contraire.
- .6 Chaque cosse à fourche doit être raccordée à un seul fil, sauf lorsqu'il n'est pas nécessaire de déconnecter les fils pour procéder à l'entretien.
- .7 Pas plus de deux (2) cosses à fourche doivent être raccordées à une borne à vis.
- .8 Aucun fil nu ne doit être visible entre la cosse à fourche et le fil.
- .9 Toutes les bornes doivent être fixées à une surface solide à l'aide d'attaches mécaniques.
- .10 Les conducteurs toronnés ne doivent PAS être utilisés avec des réglettes de raccordement BIX ou d'autres bornes d'extrémité autodénudantes.

1.6 Étiquetage

- .1 Des étiquettes doivent être appliquées sur :
 - .1 tous les câbles situés à 0,3 m de chaque extrémité;
 - .2 tous les câbles situés à n'importe quel point d'accès (p. ex. boîte de tirage, alvéole murale);
 - .3 tous les conduits (au moyen d'étiquettes vert vif tous les 3,5 m et à moins de 0,3 m de tout point de pénétration dans un mur);
 - .4 tous les fils d'une borne d'extrémité;
 - .5 toutes les bornes d'extrémité;
 - .6 tous les boîtiers munis d'étiquettes vert vif;
 - .7 tous les bâtis;
- .2 Toutes les étiquettes de fil et de câble doivent être :
 - .1 imprimées;
 - .2 fixées sur un tube thermorétractable transparent.

1.7 Conduits et chemins de câbles

- .1 Tous les conduits métalliques doivent être exempts de bavures ou de bords tranchants.
- .2 Les chemins de câbles doivent être :
 - .1 continus;
 - .2 en métal;
 - .3 munis d'un protecteur.
- .3 Il faut réduire au minimum le nombre de parcours de câble dans des zones accessibles aux détenus en utilisant les enchâssures existantes et les conduits encastrés dans les murs.
- .4 Tous les parcours de câble intérieurs situés dans des endroits accessibles aux détenus qui sont à moins de 4 m du sol et d'un balcon doivent être :
 - .1 confinés dans un conduit rigide galvanisé;

- .2 montés en surface et fixés à l'aide de sangles à deux trous tous les 1,52 m (5 pi).
- .5 Tous les autres parcours de câble intérieurs doivent être confinés dans des chemins de câbles, des tubes électriques métalliques ou un meilleur conduit.
- .6 Tous les parcours de câble extérieurs situés au-dessus du sol doivent :
 - .1 être confinés dans un conduit rigide galvanisé;
 - .2 comprendre des joints de dilatation aux endroits où l'expansion prévue entre deux points fixes dépasse 0,64 cm (0,25 po).
- .7 Tous les parcours de câble souterrains doivent :
 - .1 être confinés dans un conduit rigide non métallique;
 - .2 être munis d'un ruban marqueur d'au moins 15,24 cm (6 po) de largeur dans le remblai au moins 50 cm au-dessus du conduit, lorsque cela est possible;
 - .3 être confinés dans du béton coulé lorsqu'ils passent sous une route.
- .8 Un conduit métallique flexible et étanche aux liquides d'un (1) mètre de largeur maximum peut être utilisé pour les connexions des dispositifs d'extrémité dans les zones inaccessibles aux détenus.
- .9 Les câbles extérieurs sans capteur installés sur les clôtures doivent :
 - .1 être positionnés à une distance maximale de 10 cm de la traverse supérieure de la clôture;
 - .2 être traités contre les rayons UV pour un usage extérieur.

1.8 Habillage des câbles

- .1 Le câblage se trouvant dans les bâtis d'équipement, les chemins de câbles, les boîtes de jonction et les dispositifs d'extrémité doit être habillé au moyen d'attache-câbles réutilisables à fermeture adhésive de type Velcro.
- .2 Les attache-câbles doivent enserrer tous les câbles d'un faisceau donné.
- .3 Les parcours de câble verticaux d'un bâti d'équipement doivent être :
 - .1 attachés au moins tous les trente (30) centimètres;
 - .2 passés dans la zone du panneau latéral;
- .4 S'il utilise une attache autobloquante pour fixer un nouveau câble, l'entrepreneur doit remplacer le câble en entier à ses frais, puisque les conducteurs peuvent avoir été endommagés.
- .5 Tous les câbles entrant par le haut du bâti doivent être acheminés à la base du bâti avant de retourner au point de raccordement.
- .6 Tous les câbles entrant dans un bâti doivent être suffisamment relâchés pour permettre d'effectuer une connexion n'importe où dans le bâti.
- .7 Tous les câbles connectés aux éléments coulissants d'un bâti doivent être suffisamment relâchés pour qu'il soit possible de faire glisser complètement ces éléments sans déconnecter le câble de l'équipement.

1.9 Boîtiers extérieurs

- .1 Les boîtiers extérieurs, y compris les entrées de câble, doivent :
 - .1 répondre à la norme NEMA 4X ou IP66 ou à une norme plus stricte une fois installés;
 - .2 être verrouillables;
 - .3 être fixés au moins 91 cm (3 pi) au-dessus du sol ou du plancher;
 - .4 être fixés à des structures existantes ou aux supports d'un poteau d'ancrage.

- .2 Tous les boîtiers encastrés dans le béton doivent être munis d'un orifice de vidange.

1.10 Restauration

- .1 Les murs découpés, ouverts ou endommagés et les trous des conduits retirés doivent être réparés et peints de la couleur actuelle des murs.
- .2 Les conduits exposés dans les bureaux et les zones de travail du personnel doivent être peints de la couleur actuelle des murs.

ANNEXE C – NORMES D'INSTALLATION

1 INSTALLATION

1.1 Outil, équipement et matériaux

- .1 L'expédition et la livraison à l'établissement de l'ensemble des outils, de l'équipement et des matériaux incombent à l'entrepreneur.
- .2 Les étiquettes d'expédition doivent figurer à au moins deux (2) emplacements sur chaque colis.
- .3 Les étiquettes d'expédition doivent comprendre :
 - .1 la mention « FRAGILE », s'il y a lieu;
 - .2 le nom complet de l'établissement;
 - .3 le nom complet du représentant de l'établissement;
 - .4 l'adresse de livraison complète;
 - .5 une description du contenu.
- .4 Tout l'équipement électronique doit demeurer dans son emballage d'origine jusqu'à son installation.
- .5 L'entrepreneur doit :
 - .1 ranger tous les outils, l'équipement et les matériaux en lieu sûr avant la fin de chaque journée de travail;
 - .2 assurer l'expédition et la livraison à l'établissement des outils, de l'équipement et des matériaux et veiller à ce qu'ils soient en bon état.

1.2 Équipement électronique superflu

- .1 En cas d'équipement électronique superflu, l'entrepreneur doit recenser cet équipement et le signaler au responsable technique ou à son délégué au moins deux semaines avant son retrait.
- .2 Le responsable technique ou son délégué confirmera dans la semaine suivant la réception de la liste d'équipement superflu que cet équipement peut être enlevé.
- .3 Au moment de recenser l'équipement électrique superflu, l'entrepreneur doit, au minimum, consigner les renseignements suivants :
 - .1 emplacement;
 - .2 fabricant;
 - .3 modèle;
 - .4 numéro de série.
- .4 Tout cet équipement doit être retiré et remis, en bon état, au représentant national de l'entretien des systèmes de sécurité électroniques.

1.3 Environnement

- .1 Si une salle d'équipement est appelée à contenir du nouvel équipement, l'entrepreneur doit :
 - .1 calculer la charge calorifique et le taux d'humidité;
 - .2 selon les résultats de ces calculs, confirmer la présence de climatisation ou assurer une climatisation suffisante pour maintenir la température de service dans la salle d'équipement dans des conditions normales à 27 °C maximum lorsque la température ambiante à l'extérieur est de 35 °C, avec un taux d'humidité de 90 %;

Énoncé des travaux – Système d'alarme d'incident

- .3 selon les résultats de ces calculs, confirmer la présence d'humidification ou assurer une humidification suffisante pour maintenir le taux d'humidité dans la salle d'équipement dans des conditions normales à 40 % minimum lorsque la température ambiante à l'extérieur est de -40 °C, avec un taux d'humidité de 40 %.

ANNEXE D – RÈGLEMENTS CONCERNANT LA SÉCURITÉ DE L'ENTREPRENEUR

1 CONFORMITÉ

1.1 Lois et règlements

- .1 L'entrepreneur doit respecter la dernière version des spécifications suivantes :
 - .1 Code canadien du travail, partie II;
 - .2 Code national du bâtiment, partie VIII;
 - .3 Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail du Nouveau-Brunswick (établissements au Nouveau-Brunswick);
 - .4 Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario (établissements en Ontario);
 - .5 Occupational Health and Safety Act – Alberta (établissements en Alberta);
 - .6 Saskatchewan Employment Act – Saskatchewan (établissements en Saskatchewan);
 - .7 Occupational Health and Safety – Colombie-Britannique (établissements en Colombie-Britannique);
 - .8 Travail sécuritaire NB : Nouveau-Brunswick (établissements au Nouveau-Brunswick);
 - .9 Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail – Ontario (établissements en Ontario);
 - .10 Workers' Compensation Board – Alberta (établissements en Alberta);
 - .11 Workers' Compensation Board – Saskatchewan (établissements en Saskatchewan);
 - .12 WorkSafeBC – Colombie-Britannique (établissements en Colombie-Britannique);
- .2 L'entrepreneur doit respecter les règlements et procédures en matière de sécurité préparés par l'établissement et en vigueur sur le site des travaux.
- .3 En cas de divergence entre les dispositions des lois et règlements et des règlements et procédures en matière de sécurité, les dispositions les plus strictes s'appliquent.

2 PROCESSUS

2.1 Plan de sécurité

- .1 L'entrepreneur doit :
 - .1 créer et tenir à jour un plan de sécurité propre à chaque établissement;
 - .2 fournir le plan de sécurité en format électronique PDF sur demande au personnel de l'établissement, aux inspecteurs et aux agents de sécurité autorisés par les lois et les règlements en vigueur.
- .2 Le plan de sécurité doit comprendre à tout le moins les éléments suivants :
 - .1 la confirmation de la conformité aux lois et règlements applicables à l'emplacement en question;
 - .2 une évaluation des dangers associés au site du projet;
 - .3 des mesures de contrôle visant à réduire les risques au minimum en établissant des pratiques de travail sécuritaires, des procédures de fonctionnement standard et des inspections de sécurité;
 - .4 les procédures d'urgence en cas d'accident ou d'incident;
 - .5 les coordonnées du service d'ambulance, du service d'incendie, du service de police et de l'agent de sécurité de l'établissement;
 - .6 une stratégie de communication visant à garantir que le contenu du plan de sécurité est communiqué à tout le personnel de l'entrepreneur et à tous les employés ne travaillant pas pour le SCC qui entrent sur le site du projet.

Énoncé des travaux – Système d'alarme d'incident

- .3 L'entrepreneur doit s'assurer que son personnel et les employés qui ne travaillent pas pour le SCC reçoivent la formation de sécurité exigée en vertu des lois et règlements indiqués ci-dessus ainsi que les règlements et procédures de sécurité propres au site du projet.

ANNEXE E – PLAN DES EMPLACEMENTS

Établissement de l'Atlantique

13175, Route 8
Renous (Nouveau-Brunswick)
E9E 2E1

REMARQUES

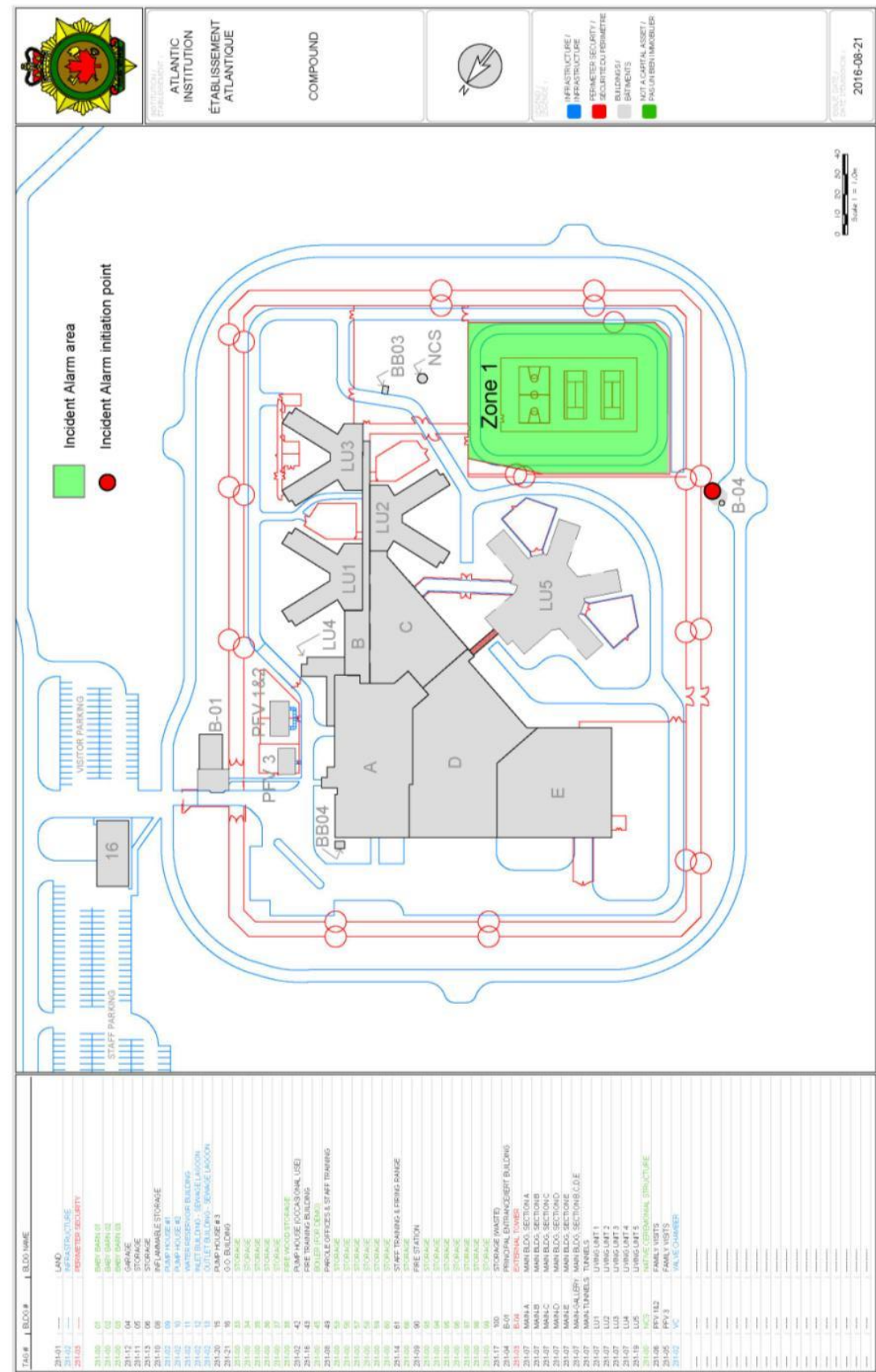
Une zone extérieure (zone 1) munie d'un (1) point de déclenchement.

Une zone intérieure (zone 2) munie de cinq (5) points de déclenchement.

Emplacement des points de déclenchement



- Alarme A (fenêtre d'observation de la passerelle surplombant la salle de bain de la salle de sport) : du côté droit du cadre de la fenêtre.
- Alarme B (fenêtre d'observation de la passerelle surplombant la salle de sport) : sous le système de sonorisation, du côté gauche de la fenêtre.
- Alarme C (fenêtre d'observation de la passerelle surplombant la salle de sport) : sous le système de sonorisation, du côté gauche de la fenêtre.
- Alarme D (fenêtre d'observation de la passerelle surplombant la salle de sport) : sous le système de sonorisation, du côté droit de la fenêtre.
- Alarme E (fenêtre d'observation de la passerelle surplombant la salle des poids et haltères) : sous le système de sonorisation, du côté gauche de la fenêtre.
- Alarme F (fenêtre d'observation de la tour surplombant la cour principale) : centrée au-dessus du cadre de la fenêtre.

Énoncé des travaux – Système d'alarme d'incident



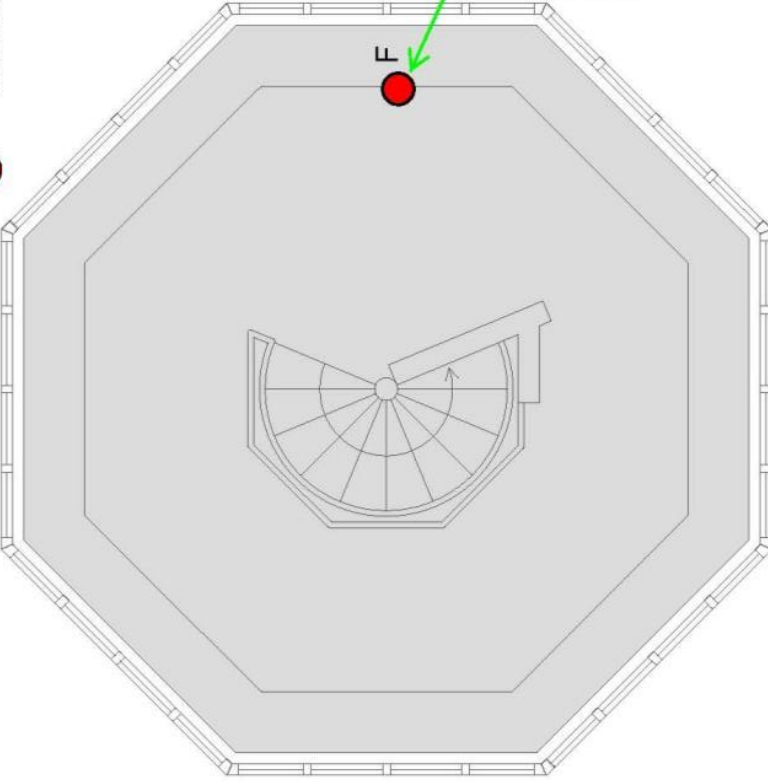


Énoncé des travaux – Système d'alarme d'incident

 CORRECTIONAL SERVICE CANADA SERVICE CORRECTIONNEL CANADA		REGION / RÉGION : ATLANTIC		INSTITUTION / ÉTABLISSEMENT : ATLANTIC				REAL PROPERTY INVENTORY INVENTAIRE DES BIENS IMMOBILIERS		TAG / ÉTIQUETTE # : 231-03		BUILDING NUMBER : NO. DE BÂTIMENT : B-04		BUILDING NAME / NOM DE BÂTIMENT : GUARD TOWER		FLOOR / ÉTAGE: GROUND FLOOR		AREA / SUPERFICIE 29.27 m ²		ISSUE DATE DÉMISSION: 2014-12-04	
--	--	-------------------------------	--	---	--	---	--	---	--	-------------------------------	--	--	--	---	--	--------------------------------	--	---	--	-------------------------------------	--


Incident Alarm area

Incident Alarm initiation point



Connected to Zone 1 alarm facing the yard

SCALE: 1:25



PRESENT USAGE:
GUARD TOWER

Établissement de Millhaven

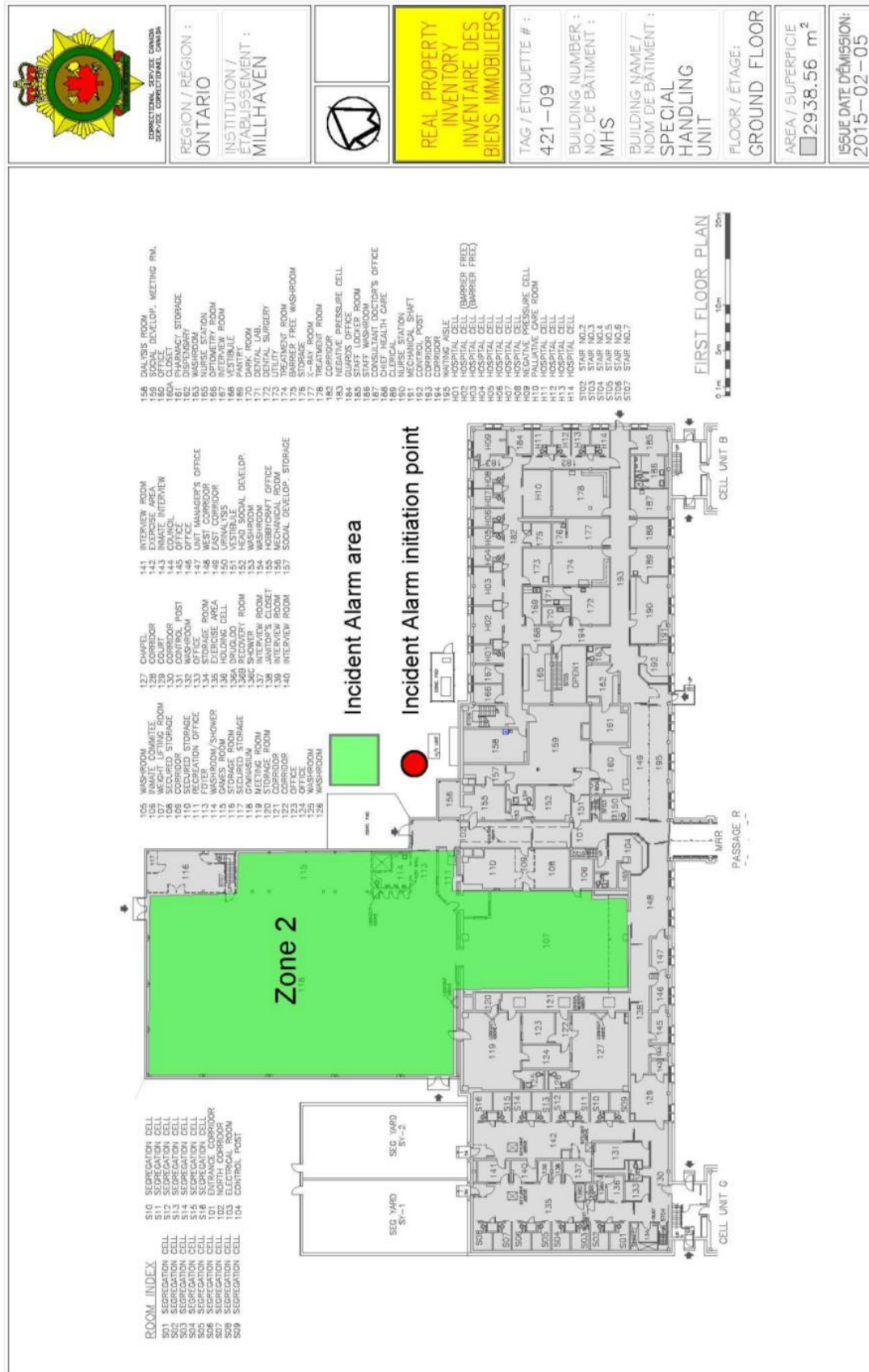
Autoroute 33
Bath (Ontario)
K0H 1G0

REMARQUES

Une zone extérieure (zone 1) munie de quatre (4) points de déclenchement.
Une zone intérieure (zone 2) munie de neuf (9) points de déclenchement.

Énoncé des travaux – Système d’alarme d’incident





The figure is a detailed second-floor plan of the Millhaven Institution. It shows various rooms including a Gymnasium, Meeting Room, Chapel, Weightlifting Room, and several offices. A legend at the top left identifies symbols for 'Incident Alarm area' (green square) and 'Incident Alarm initiation point' (red circle). A green box labeled 'Connected to Zone 1 alarm' has arrows pointing to several red circles along the central corridor. A room index on the right lists rooms 201 through 222. A scale bar at the bottom right indicates 0, 5, 10, and 20 meters. The plan also shows external features like a courtyard and roof areas.

Incident Alarm area

Incident Alarm initiation point

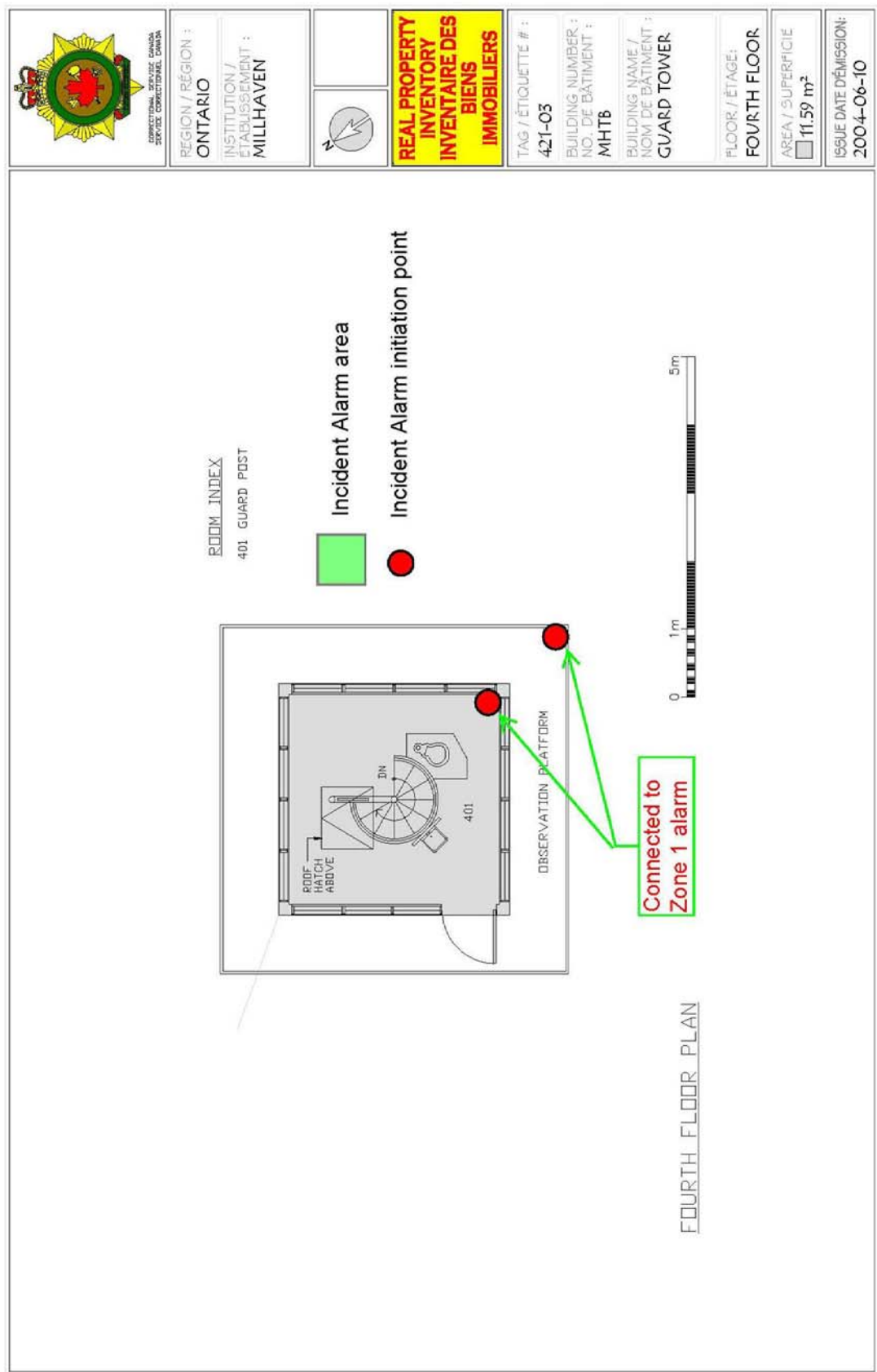
Connected to Zone 1 alarm

ROOM INDEX

201	OBSERVATION GALLERY
202	OBSERVATION ROOM
203	MECHANICAL ROOM
204	ELECTRICAL ROOM
205	SPORTS EQUIPMENT STORAGE
206	MECHANICAL ROOM
207	MECHANICAL ROOM
208	MECHANICAL ROOM
209	CARD ROOM
210	BOARDROOM
211	OFFICE
212	OFFICE
213	OFFICE
214	CORRIDOR
215	OFFICE
216	OFFICE
217	WASHROOM
218	WASHROOM
219	WASHROOM
220	JANITOR'S CLOSET
221	STAIR NO. 2
222	STAIR NO. 3

SECOND FLOOR PLAN

0, 5, 10, 20m



Pénitencier de la Saskatchewan

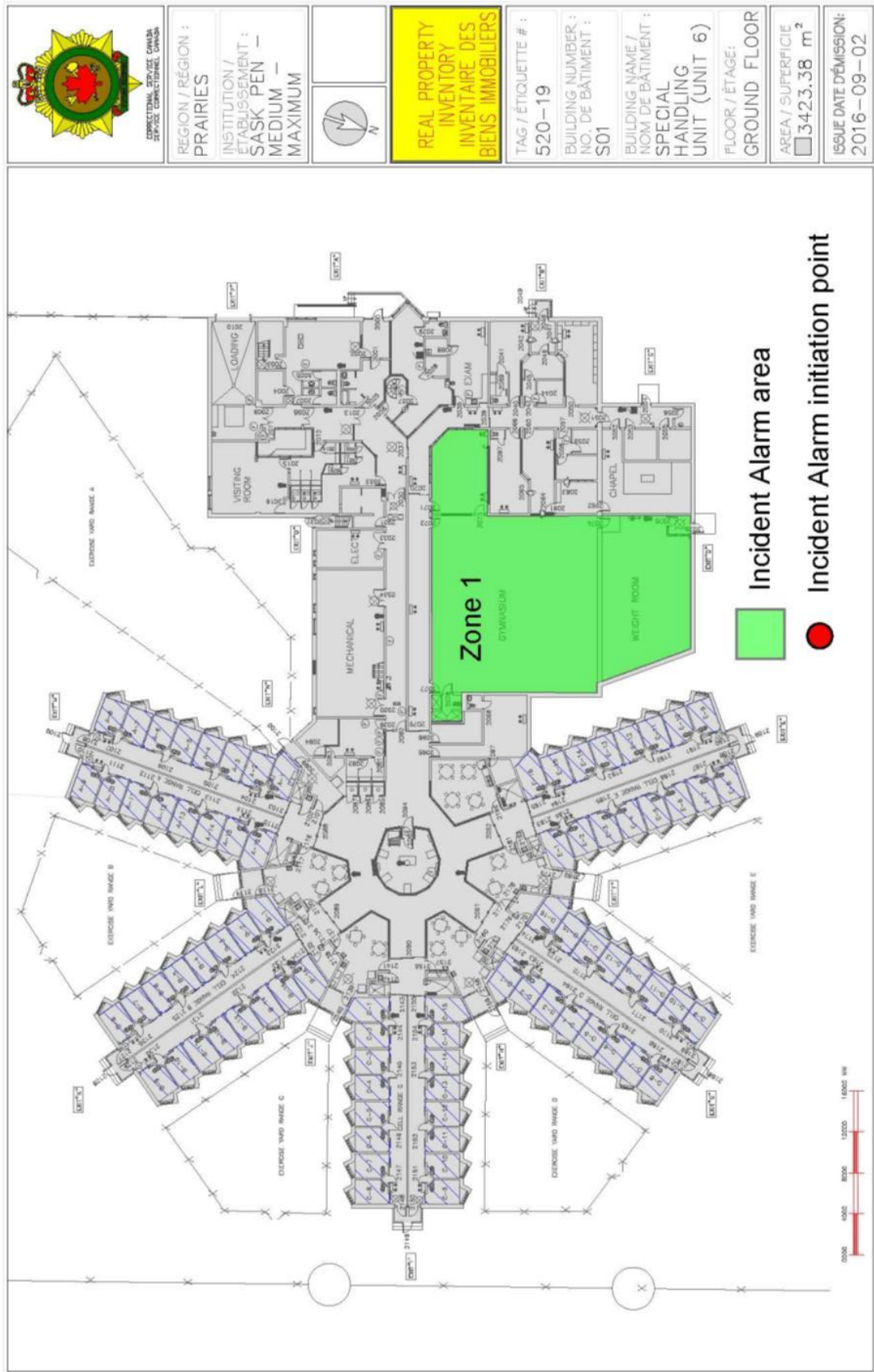
15th Street West
Prince Albert (Saskatchewan)
S6V 5R6

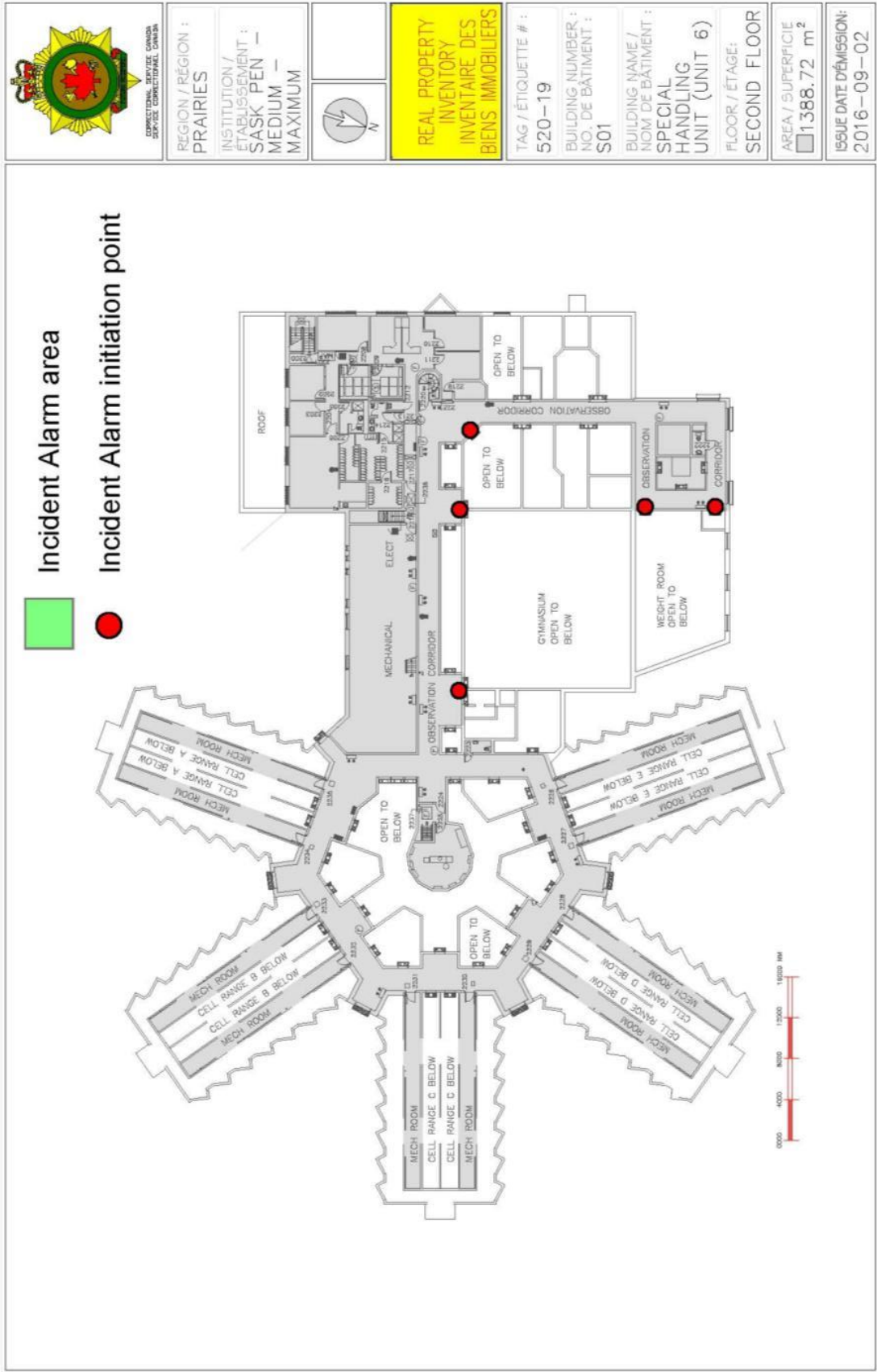
REMARQUES

Une zone intérieure munie de cinq (5) points de déclenchement.

Énoncé des travaux – Système d’alarme d’incident







Établissement d'Edmonton

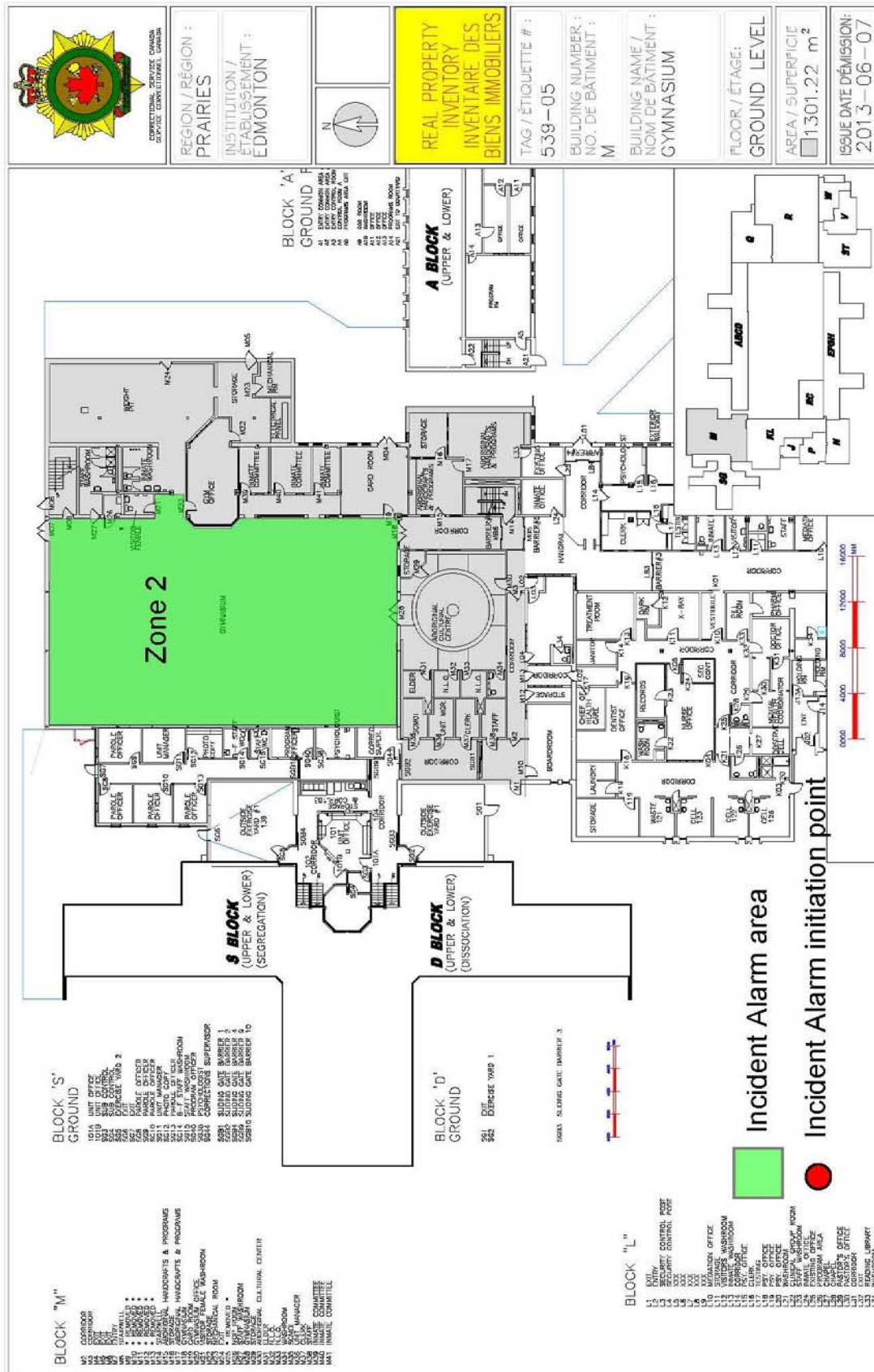
21611, Meridian Street
Edmonton (Alberta)
T5Y 6E7

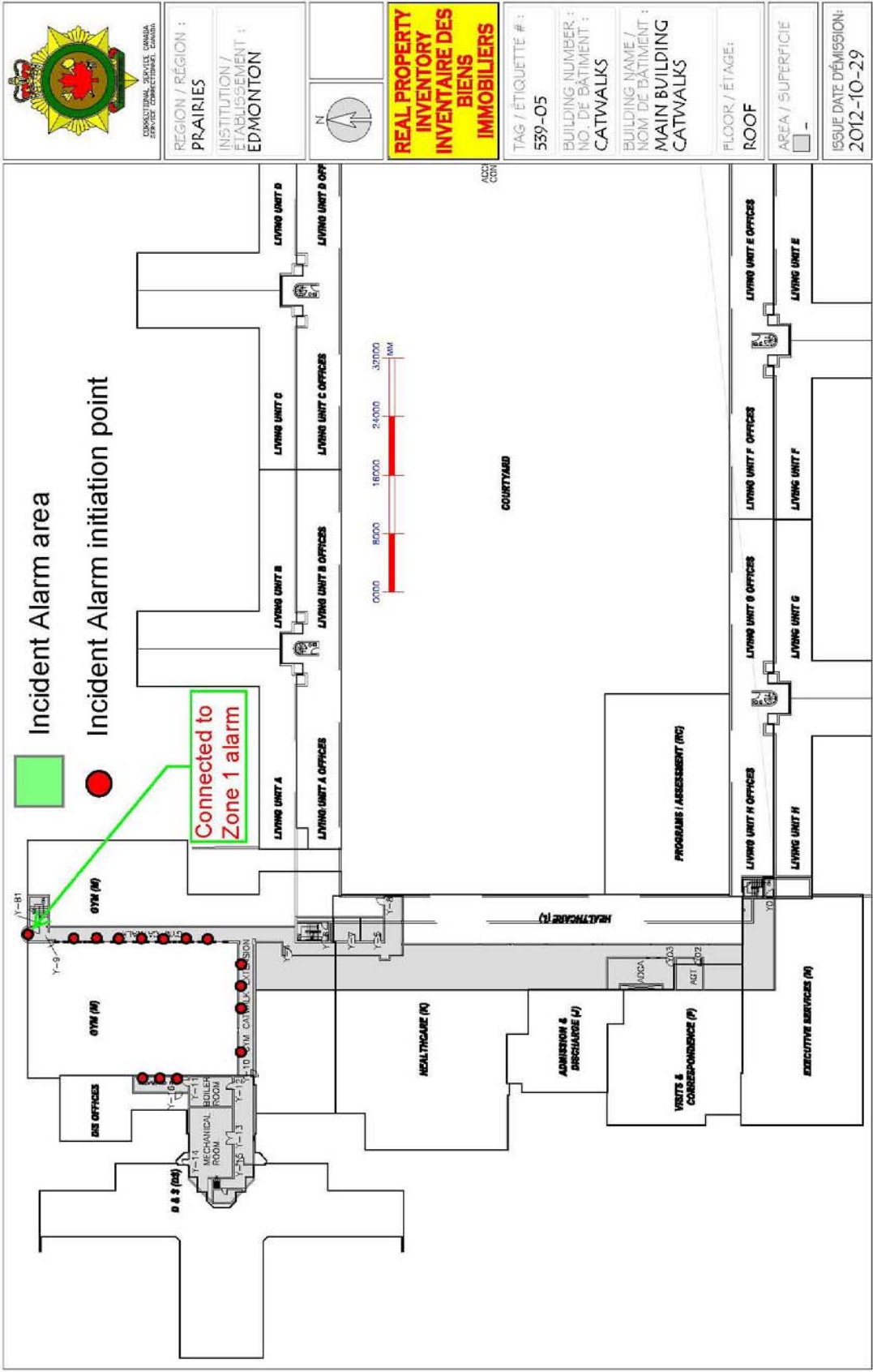
REMARQUES

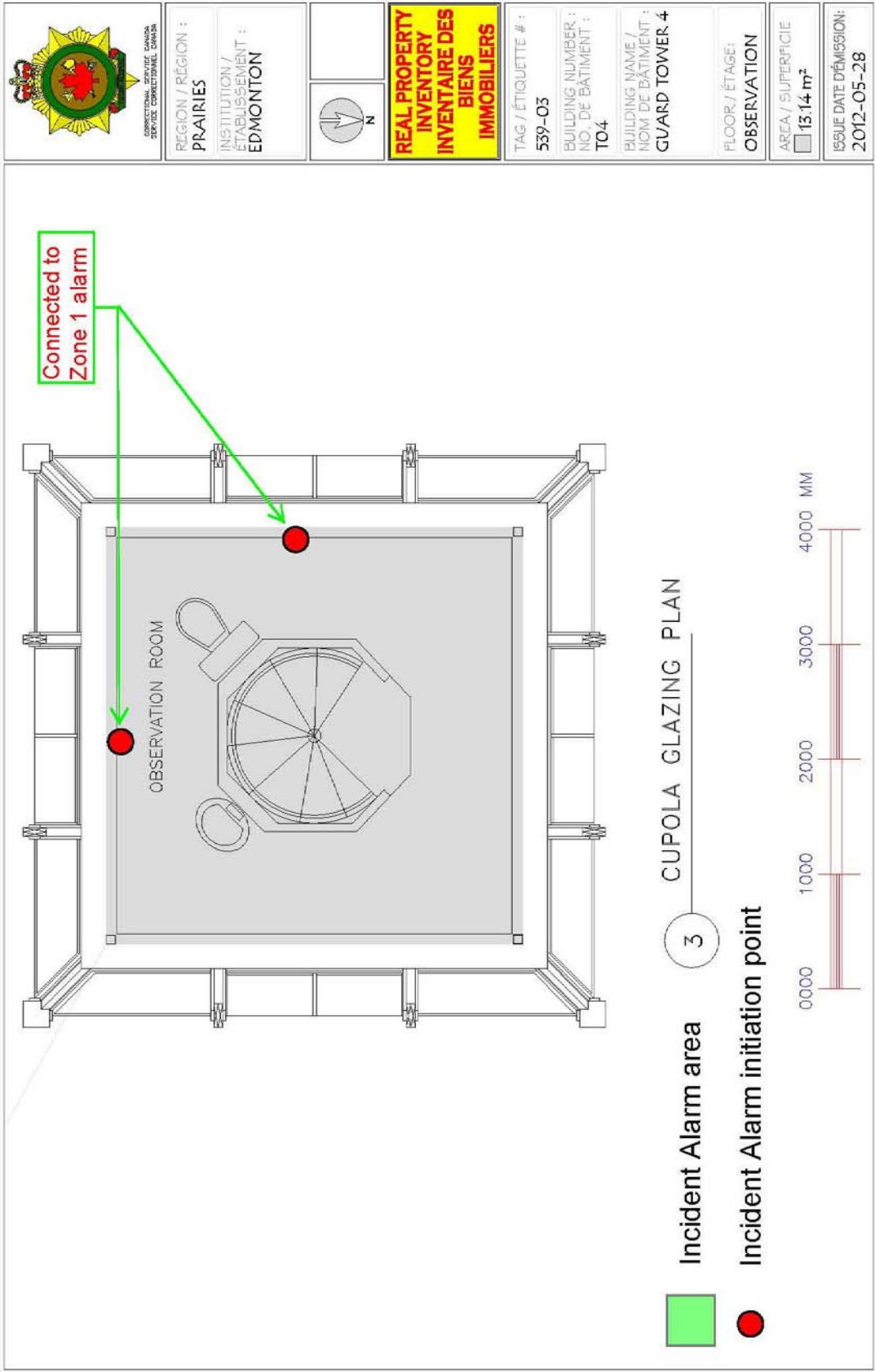
Une zone extérieure (zone 1) munie de trois (3) points de déclenchement.

Une zone intérieure (zone 2) munie de quatorze (14) points de déclenchement.

[illegible]





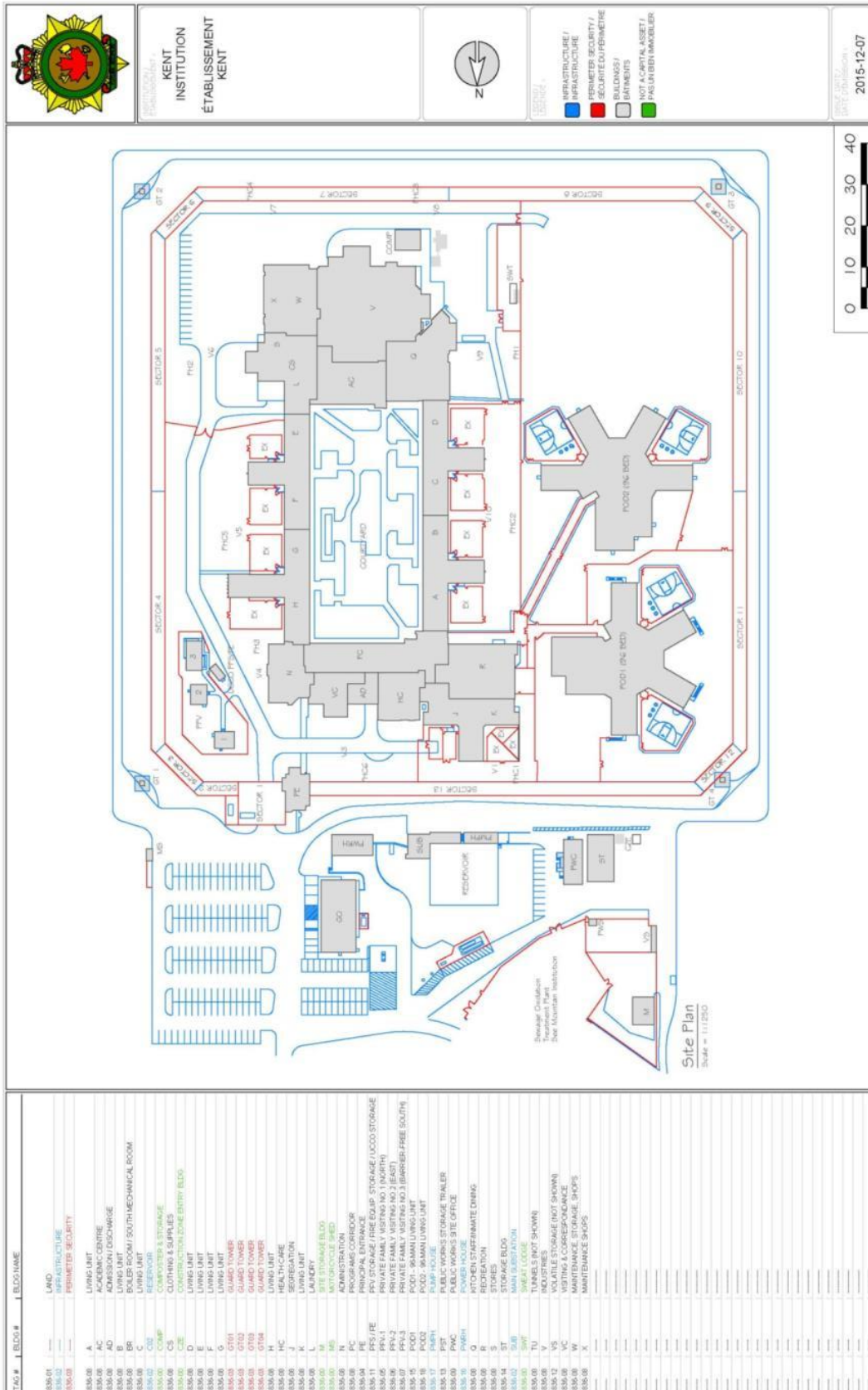


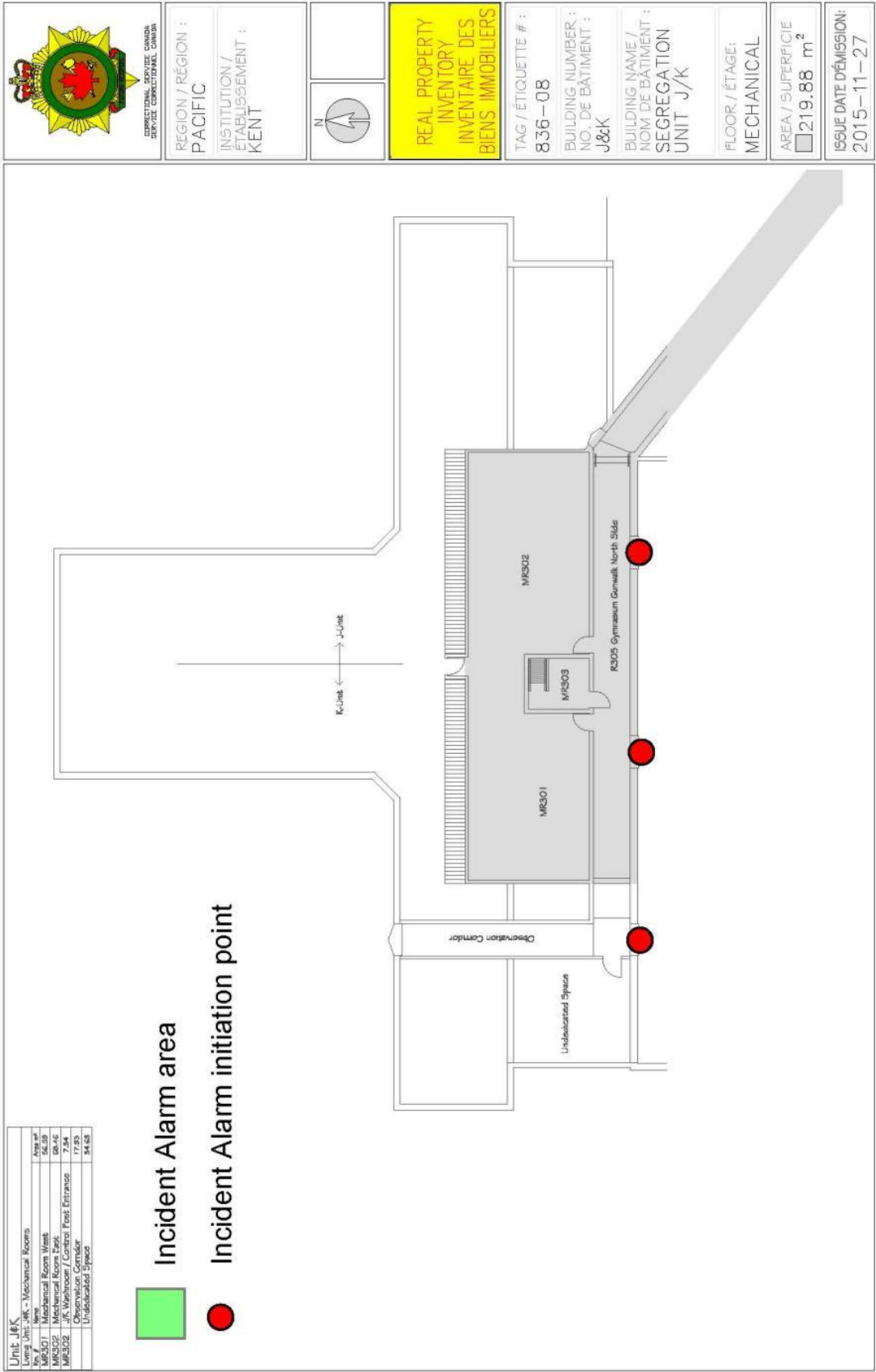
Établissement de Kent

4732, Cemetery Road
Agassiz (Colombie-Britannique)
V0M 1A0

REMARQUES

Une zone intérieure munie de huit (8) points de déclenchement.





The figure is a detailed floor plan of the Recreation Floor of the Kent Institution. The plan is oriented with North at the top. A large green area, labeled R100, occupies the central and left portions of the plan. To the right of R100 are several smaller rooms and corridors, including R101, R102, R103, R104, R105, R106, R107, R108, and R109. A legend in the top left corner indicates that the green area represents the 'Incident Alarm area' and a red dot represents the 'Incident Alarm initiation point'. A scale bar at the bottom left shows a scale of 1:1.0m, with markings at 0, 5, 10, and 15 meters. A north arrow is located in the top right corner. The plan also shows various structural features such as 'STEEL REINFORCED WINDOWS', 'STEEL REINFORCED WALLS', and 'COR. 106'. A small inset map in the bottom right corner shows the location of the Kent Institution within the province of British Columbia.

